

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 2900 (90 — 2512)

10 JULI 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende machtiging inzake secundair onderwijs. — Erratum

Op bladzijde 19674 van het *Belgisch Staatsblad* nr. 198 van 12 oktober 1990 is het dekreet betreffende de berekening en de aanwending van het totaal aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II vermeld in het eerste referendum en op artikel 1 van het besluit van de Executieve van 10 juli 1990.

De datum van « 26 juni 1990 » zou moeten vervangen worden door « 2 juli 1990 ».

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 2901

26 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant exécution du décret du 7 juillet 1988 sur les mines, concernant les règles relatives à la perception des redevances sur les mines, en ce compris la détermination du produit net de la mine

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 7 juillet 1988 sur les mines et notamment l'article 21;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 18 septembre 1989;

Sur proposition du Ministre-Président chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale et du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement;

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- Ministre : le Ministre qui a les mines dans ses attributions.
- Administration : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne.
- Ingénieur des mines : le directeur du service extérieur concerné, de la division de la prévention des pollutions et de la gestion du sous-sol.

CHAPITRE 1^{er}. — Des redevances proportionnelles

Art. 2. La redevance proportionnelle au profit des propriétaires de la surface est calculée chaque année par l'ingénieur des mines sur le produit net de la mine pendant l'année précédente.

Art. 3. Le produit net de la mine, base de la redevance, est formé par l'excédent des recettes réalisées sur les dépenses totales relatives à l'exploitation, travaux de préparation et de premier établissement y compris, à l'exclusion des charges financières de toute nature.

Art. 4. En vue de la détermination de ce produit, tout concessionnaire de mine est tenu de remettre chaque année, avant le 1^{er} avril, à l'ingénieur des mines, une déclaration faisant connaître dans l'ordre ci-après, l'état détaillé des recettes effectuées et des dépenses liquidées l'année précédente.

1. Recettes

A. Extraction nette en tonnes éventuellement répartie entre les diverses concessions et extensions qui constituent le territoire concédé.

B. Quantités vendues et éventuellement consommées à la mine, valeurs de celles-ci, frais de vente et escompte déduits.

C. Stocks existants au commencement et à la fin de l'année avec les valeurs correspondantes, y compris les abattements pour mise et reprise au stock.

2. Dépenses

A. Frais d'exploitation subdivisés comme suit :

1. Salaires bruts, charges sociales et allocations en espèces et en nature des ouvriers et employés.
2. Traitements, charges sociales et allocations en espèces et en nature de la direction.
3. Sommes de toutes natures payées à des entreprises sous-traitantes exploitant la mine.
4. Consommation de matières et d'énergie.
5. Achat et location de matériel et de mobilier.
6. Location de terrain.
7. Contributions, redevances et taxes afférentes à la mine, payées à l'Etat, la Région, à la province et aux communes.
8. Autres frais divers y compris les indemnités de toutes natures payées à des tiers et les frais de réaménagement du sol.

B. Les sommes consacrées pour l'exercice à l'amortissement des frais de premier établissement :

1. Les achats de terrain et de concession.
2. Les creusements de puits et les sondages de recherches dans les concessions.
3. Les frais d'étude concernant la rentabilité des gisements.
4. Les installations et modifications essentielles de centrales et sous-stations électriques.
5. Les installations et modifications essentielles des triages-lavoirs des ateliers de concentration des minerais.
6. La construction de bâtiments, sauf ceux destinés aux centrales et sous-stations électriques, aux triages-lavoirs et aux ateliers de concentration des minerais.
7. Les achats de machines, chaudières, moteurs, non compris ceux destinés aux centrales, sous-stations électriques, aux triages, lavoirs et ateliers de concentration des minerais.
8. Les voies de communication, matériel de transport et de traction.
9. Les autres dépenses de premier établissement.

Les rentrées et ristournes diverses doivent venir en déduction des dépenses correspondantes.

Les remboursements de sommes perçues en excédent au cours d'exercices précédents et les amortissements des créances indécouvrables sont à porter aux dépenses.

Art. 5. L'ingénieur des mines a le droit de vérifier les sommes portées en recettes et en dépenses et pourra, à cette fin, réclamer des concessionnaires les renseignements complémentaires nécessaires.

CHAPITRE II. — Du tableau des redevances fixes et proportionnelles

Art. 6. L'ingénieur des mines dressera un tableau des concessions de mines énonçant le nom de la mine concédée, les nom, prénom, profession et domicile du concessionnaire ou, s'il y a lieu, la dénomination et le siège social de la société propriétaire de la concession, la désignation et la date de l'acte de la concession primitive et des extensions; l'étendue de chacun des territoires concédés en hectares, ares et centiares; l'indication des communes sur le territoire desquelles la concession s'étend; le montant de la redevance fixe par hectare et le taux de la redevance proportionnelle en pour cent du produit net de la mine due aux propriétaires de la surface déterminée dans l'acte de concession.

Art. 7. Ce tableau sera mis à jour chaque année en tenant compte des modifications apportées dans l'état des concessions soit par cession, amodiation, fusion, renonciation, extension, réduction de concession en vertu de décisions légales et déposé à l'administration, à la disposition des personnes intéressées au paiement des redevances dues aux propriétaires de la surface.

Art. 8. L'ingénieur des mines portera au tableau des concessions visés à l'article 6, le montant global des redevances proportionnelles dues par chaque concessionnaire aux propriétaires de la surface.

Art. 9. Le tableau des concessions de mines portant l'indication des redevances telles qu'elles ont été arrêtées sera déposé à l'administration.

Les intéressés pourront en prendre connaissance et obtenir copie, à leurs frais, des renseignements qui les concernent.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 10. Sont abrogés pour la Région wallonne l'arrêté royal du 20 mars 1914 relatif aux redevances fixes et proportionnelles sur les mines et l'arrêté du Secrétaire général du Ministère des Affaires économiques du 10 août 1943 portant modification de l'arrêté royal du 20 mars 1914 relatif aux redevances fixes et proportionnelles sur les mines.

Art. 11. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 juillet 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif Régional wallon chargé de l'Economie, des P.M.E.
et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 2901

26. JULI 1990. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur durchführung des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben, in bezug auf die Regeln über die Erhebung von Abgaben für Gruben, einschliesslich der Bestimmung des Nettoertrags der Grube

Aufgrund des Dekretes vom 7. Juli 1988 über die Gruben und insbesondere des Artikels 21;

Aufgrund des am 18. September 1989 durch den Staatsrat abgegebenen Gutachtens;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden, beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem regionalen öffentlichen Dienst und des Ministers der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens;

Erlässt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

- Minister : den für Gruben zuständigen Minister.
- Verwalt : die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region.

— Bergingenieur ; den Direktor des betreffenden Aussendienstes der Abteilung Verhütung der Umweltschäden und Nutzung des Untergrunds.

KAPITEL I. — Verhältnismässige Abgaben

Art. 2. Die verhältnismässige Abgabe zugunsten der Grundeigentümer wird jährlich durch den Bergingenieur aufgrund des Nettoertrags der Grube während des Vorjahres berechnet.

Art. 3. Der Nettoertrag der Grube, der als Grundlage für die Abgabe dient, wird durch den Überschuss der Einnahmen aus den Gesamtausgaben für Betrieb, einschliesslich Instandsetzungs- und Erstiniederlassungsarbeiten gebildet, mit Ausnahme finanzieller Lasten jeglicher Art.

Art. 4. Zur Bestimmung dieses Ertrags ist jeder Konzessionsinhaber verpflichtet, dem Bergingenieur jedes Jahr vor dem 1. April eine Erklärung zuzustellen, die in nachstehender Reihenfolge, den ausführlichen Stand der im Vorjahr gemachten Einnahmen und Ausgaben enthält.

1. Einnahmen

A. Nettofördermenge in Tonnen, eventuell aufgeteilt in verschiedene Konzessionen und Erweiterungen, die das Konzessionsfeld bilden.

B. Verkaufte und eventuell in der Grube verbrauchte Mengen, deren Wert, unter Abzug der Verkaufskosten und Ermässigungen.

C. Lagerbestände am Anfang und am Ende des Jahres mit den entsprechenden Werten, einschliesslich der Abzüge für Ein- und Auslagerung.

2. Ausgaben

A. Wie folgt unterteilte Betriebskosten :

1. Bruttolöhne, soziale Lasten und Bar- und Sachbezüge der Arbeiter und Angestellten.
2. Gehälter, soziale Lasten und Sachbezüge der Direktion.
3. Summen jeglicher Art, die Subunternehmen gezahlt werden, die die Grube bewirtschaften.
4. Stoff- und Energieverbrauch.
5. Material- und Mobiliarankauf oder -mietung.
6. Grundstückspacht.
7. Steuern, Gebühren und Abgaben betreffend die Grube, die dem Staat, der Region, der Provinz und den Gemeinden gezahlt werden.
8. Andere diverse Kosten, einschliesslich der Entschädigungen jeglicher Art, die Dritten gezahlt werden und die Kosten für die Wiedernutzbarmachung des Bodens.

3. Die für das Rechnungsjahr für die Abschreibung der Erstiniederlassungskosten verwendeten Summen.

Die Erstiniederlassungskosten umfassen :

1. Die Grundstücks- und Konzessionskäufe.
2. Das Abteufen und die Schürfbohrungen in den Konzessionen.
3. Die Kosten für Studien über die Rentabilität der Lagerstätten.
4. Die Anlage und die wesentlichsten Änderungen der Elektrizitätszentralen und -unterwerke.
5. Die Anlage und die wesentlichsten Änderungen der Klaub- und Waschanlagen und der Erzanreicherungsanlagen.
6. Die Errichtung von Gebäuden, ausser denjenigen, die für Elektrizitätszentralen und -unterwerke, Klaub- und Waschanlagen und Erzanreicherungsanlagen bestimmt sind.
7. Der Ankauf von Maschinen, Heizkesseln, Motoren, ausser denjenigen, die für Elektrizitätszentralen und -unterwerke, Klaub- und Waschanlagen und Erzanreicherungsanlagen bestimmt sind.
8. Die Verkehrswege, Transport- und Zufördermaterial.
9. Die anderen Ausgaben für die Erstiniederlassung.

Die verschiedenen Einnahmen und Abzüge sind von den entsprechenden Ausgaben abzuziehen.

Die Rückerstattung der im Laufe vorheriger Rechnungsjahre eingenommenen Überschussbeträge und die Abschreibungen der nicht betreibbaren Forderungen müssen den Ausgaben zugeführt werden.

Art. 5. Der Bergingenieur hat das Recht, die auf der Einnahmenseite und Ausgabenseite gebuchten Beträge zu überprüfen und kann hierzu von den Konzessioninhabern die erforderlichen zusätzlichen Auskünfte fordern.

KAPITEL II. — Tabelle der festen und der verhältnismässigen Abgaben

Art. 6. Der Bergingenieur stellt eine Tabelle der Grubenkonzessionen auf, mit dem Namen der konzessionierten Grube, dem Namen, Vornamen, Beruf und Wohnsitz des Konzessionsinhabers oder gegebenenfalls der Bezeichnung und dem Sitz der Gesellschaft, die Eigentümerin der Konzession ist, die Bezeichnung und das Datum der Urkunde der ursprünglichen Konzession und der Erweiterungen; die Fläche der jeweiligen konzessionierten Gebiete in Hektar, Ar und Zentiar; die Angabe der Gemeinden auf deren Gebiet sich die Konzession erstreckt, der Betrag der festen Abgabe pro Hektar und der Satz der verhältnismässigen Abgabe in Prozenten des Nettoertrags der Grube, die den Eigentümern des im Konzessionsvertrag bestimmten Grundes geschuldet wird.

Art. 7. Diese Tabelle wird jährlich fortgeschrieben unter Berücksichtigung der am Status der Konzessionen entweder durch Abtretung, Verpachtung, Fusion, Verzicht, Erweiterung, Verringerung der Konzession aufgrund von gesetzlichen Beschlüssen vorgenommenen Änderungen, und bei der Verwaltung hinterlegt, zur Verfügung der Personen, die von der Zahlung der Abgaben an die Grundbesitzer betroffen sind.

Art. 8. Der Bergingenieur nimmt in die Tabelle der in Artikel 6 erwähnten Konzessionen den Gesamtbetrag der verhältnismässigen Abgaben auf, die jeder Konzessionsinhaber den Grundbesitzern schuldet.

Art. 9. Die Tabelle der Grubenkonzession mit der Angabe der festgelegten Abgaben wird bei der Verwaltung hinterlegt.

Die Betroffenen können darin Einsicht nehmen und auf ihre Kosten eine Kopie der sie betreffenden Auskünfte erhalten.

KAPITEL III. - *Schlussbestimmungen*

Art. 10. Der Königliche Erlass vom 20. März 1914 über die festen und die verhältnismässigen Grubenabgaben und die Verordnung des Generalsekretärs des Ministeriums der Wirtschaftsangelegenheiten vom 10. August 1943 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 20. März 1914 über die festen und die verhältnismässigen Grubenabgaben sind aufgehoben für die Wallonische Region.

Art. 11. Der Minister ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. Juli 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N 90 — 2901

26 JULI 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende uitvoering van het decreet van 7 juli 1988 over de mijnen, met betrekking tot de regelen betreffende de inning van mijnrechten, met inbegrip van de bepaling van de netto-opbrengst van de mijn

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen, inzonderheid op artikel 21;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 18 september 1989;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt, en van de Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de mijnen behoren.
- Bestuur : de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest.
- Mijnningénieur : de directeur van de betrokken buitendienst, van de afdeling Voorkoming van de Verontreinigingen en van het Beheer van het Ondergrond.

HOOFDSTUK I. — *De evenredige mijnrechten*

Art. 2. Het evenredig mijnrecht ten voordele van de eigenaars van de bovengrond wordt elk jaar berekend door de mijnningénieur naar de netto opbrengst van de mijn gedurende het vorige jaar.

Art. 3. De netto-opbrengst van de mijn, welke tot grondslag voor het berekenen van het mijnrecht dient, wordt bepaald door het overschot van de verwezenlijkte ontvangsten op de totale uitgaven betreffende de ontginning, de voorbereidingswerken en de oprichtingskosten inbegrepen, met uitsluiting van de financiële lasten ongeacht hun aard.

Art. 4. Met het oog op het bepalen van die opbrengst moet elke mijnconcessiehouder jaarlijks, vóór 1 april, een verklaring aan de mijnningénieur over te maken die, in de volgende orde, de omstandige staat van de verrichte ontvangsten en betaalde uitgaven van het vorige jaar doet kennen.

1. Ontvangsten

A. Netto-winning in tonnen eventueel verdeeld over de verschillende concessies en uitbreidingen die het in concessie gegeven mijnveld uitmaken.

B. Verkochte en in de mijn eventueel verbruikte hoeveelheden, de waarden ervan, verkoopkosten en disconto afgerekend.

C. Voorraden die in het begin en op het einde van het jaar bestaan met vermelding van de overeenstemmende waarden, kortingen voor opslaan en heropslaan inbegrepen.

2. Uitgaven

A. Ontginningskosten onderverdeeld als volgt :

1. Brutolonen, sociale lasten en toelagen in geld en in natura van werknemers en beambten.
2. Wedden, sociale lasten en toelagen in geld en in natura van het bestuur.
3. Sommen wat hun aard moge zijn, betaald aan toeleveringsbedrijven die de mijn ontginnen.
4. Verbruik van stoffen en energie.
5. Aankoop en verhuring van materieel en meubelen.
6. Verhuring van gronden.
7. Belastingen, cijnrechten en taksen met betrekking tot de mijn betaald aan de Staat, het Gewest, de provincie en aan de gemeenten.
8. Allerlei andere uitgaven met inbegrip van vergoedingen wat hun aard moge zijn die aan derden worden betaald en de kosten voor de herinrichting van de grond.

B. De sommen die voor het boekjaar voor de aflossing van de oprichtingskosten worden bestemd :

De oprichtingskosten omvatten :

1. De aankopen van gronden en concessies.
2. Het afdiepen van mijnschachten en de opsporingsboringen in de concessies.
3. De studiekosten betreffende de rentabiliteit van de afzettingen.
4. De aanleggen en wezenlijke wijzigingen van elektrische centrales en onderstations.
5. De aanleggen en wezenlijke wijzigingen van steenkolenzifterijen en -wasserijen en van ertsverrijkingsinrichtingen.
6. Het oprichten van gebouwen, andere dan degene die voor de elektrische centrales en onderstations, de steenkolenzifterijen en -wasserijen en de ertsverrijkingsinrichtingen zijn bestemd.
7. De aankopen van machines, stoomketels, motoren, behalve deze die voor de elektrische centrales en onderstations, de steenkolenzifterijen -wasserijen en de ertsverrijkingsinrichtingen zijn bestemd.
8. De verkeerswegen, het vervoer- en tractiematerieel.
9. De andere oprichtingsuitgaven.

De verschillende geldinvorderingen en *ristorno's* dienen van de overeenstemmende uitgaven te worden afgetrokken.

De terugbetalingen van de in de voorafgaande dienstjaren te veel ontvangen sommen en de aflossingen van oninbare schuldinvorderingen dienen bij de uitgaven te worden geboekt.

Art. 5. De mijningenieur heeft het recht de echtheid van de ontvangsten en uitgaven te onderzoeken en kan daartoe nadere inlichtingen van de exploitante vergen.

HOOFDSTUK II. — Over de tabel van de vaste en evenredige cijnsrechten

Art. 6. De mijningenieur maakt een tabel op van de mijnconcessies die vermeldt de naam, voornamen, beroep en woonplaats van de concessiehouder of, zo daartoe grond bestaat, de benaming en de maatschappelijke zetel van de vennootschap waaraan de concessie behoort, de aanwijzing en de datum van de vergunningakte van de oorspronkelijke concessie en de uitbreidingen; de uitgestrektheid van elk in concessie gegeven grondgebied in hectaren, aren en centiaren, de aanduiding van de gemeenten waaronder de concessie zich uitstrekt, het bedrag van het vaste mijnrecht per hectaar en de graad van het evenredig mijnrecht, uitgedrukt in % van de netto-opbrengst van de mijn, verschuldigd aan de eigenaars van de in de concessieakte bepaalde bovengrond.

Art. 7. Die tabel wordt elk jaar herzien mits rekening te houden met de wijzigingen toegebracht in de staat van de concessies wegens afstand, verpachting, fusie, verzaking, wettelijke uitbreiding of beperking van concessie en wordt neergelegd bij het bestuur waar hij kan worden geraadpleegd door de personen welke belangen hebben in het betalen van de rechten verschuldigd aan de eigenaars van de bovengrond.

Art. 8. De mijningenieur vermeldt in de in artikel 6 bedoelde tabel het globaal bedrag van de evenredige rechten verschuldigd door elke concessiehouder aan de eigenaars van de bovengrond.

Art. 9. De tabel van de mijnconcessies met de opgave van de cijnsrechten zoals zij worden vastgesteld, dient bij het bestuur te worden neergelegd.

De belanghebbenden kunnen daaryan kennis nemen en, te hunnen kosten, afschrift van de hen betreffende inlichtingen bekomen.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 10. Worden opgeheven voor het Waalse Gewest het koninklijk besluit van 20 maart 1914 aangaande den vaste en evenredigen cijns op de mijnen, en het besluit van de Secretaris-generaal van 10 augustus 1943 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 20 maart 1914 aangaande den vaste en evenredige cijns op de mijnen.

Art. 11. De Minster is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, op 26 juli 1990.

De Minister-Vorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie,
KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

ANDERE BESLUITEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Kanselarij van de Eerste Minister
Bevorderingen

Bij koninklijk besluit van 3 oktober 1990, dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 1990, wordt Mevr. Dechamps, F., echtgenote Audag, adviseur bij de Kanselarij van de Eerste Minister, bevorderd, door verhoging in graad, tot eerste adviseur bij hetzelfde bestuur (Frans taalkader).

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Chancellerie du Premier Ministre
Promotions

Par arrêté royal du 3 octobre 1990, qui produit ses effets le 1^{er} septembre 1990, Mme Dechamps, F., épouse Audag, conseiller à la Chancellerie du Premier Ministre, est promue, par avancement de grade, premier conseiller à la même administration (cadre linguistique français).